Zeitschrift: Revue syndicale suisse : organe de l'Union syndicale suisse
Herausgeber: Union syndicale suisse
Band: 26 (1934)
Heft: 10

Artikel: Les possibilités d'existence de l'industrie suisse
Autor: Weber, Max
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-383984

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 15.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

la procédure d'arbitrage pour tous les conflits politiques et économiques, entre nations.

La F. S. I. devra dénoncer les agresseurs et déclare prendre contre eux les mesures d'action directe (boycottage, grève générale, etc.) propres à arrêter leurs tentatives bellicistes.

Le Bureau de la F. S. I. est chargé de suivre attentivement l'évolution des événements, afin d'être en mesure de prendre les décisions d'action nécessaires.

Concernant la Conférence du désarmement, le Conseil général de la F. S. I. se refuse à accepter l'écho de ce dernier espoir des masses populaires, et réclame que soit accepté, dès la réouverture des travaux de la Conférence, le projet actuellement entre les mains de son président, le camarade Henderson, tendant à supprimer la liberté des fabrications de guerre et d'établir le contrôle international sur les fabrications, le commerce et le transport des armes et munitions de guerre.»

Le problème de la *jeunesse syndicale*, auquel notre délégation attachait une importance spéciale à la suite des décisions prises lors du dernier congrès syndical suisse, ne put être traité faute de temps. Il fut transmis au Bureau.

Si à la suite des nombreuses questions soumises à la discussion et du manque de temps tous les délégués ne purent pas prendre la parole, il faut néanmoins reconnaître que le Conseil a accompli du bon travail. Les délibérations témoignèrent surtout en faveur de l'étroite solidarité qui existe entre les ouvriers organisés de tous les pays.

Les possibilités d'existence de l'industrie suisse.

Par *Max Weber.*

Il est vrai que pour le moment la presse quotidienne parle davantage des difficultés et de l'impossibilité dans laquelle se trouve notre industrie de subsister. Et, cependant, c'est précisément à la politique économique qu'il appartient en ces temps difficiles de chercher de nouvelles possibilités. La question de savoir comment et dans quelle mesure l'industrie suisse peut subsister, est d'une importance capitale pour l'économie publique suisse, car l'industrie représente réellement son cran d'arrêt lors même qu'elle n'a plus l'importance primordiale qu'elle avait il y a quelques dizaines d'années.

Afin de pouvoir répondre à cette question, il importe de se rappeler les bases sur lesquelles repose l'industrie suisse. Le fait qu'avec son climat rude, son terrain accidenté, son manque total de matières premières, la Suisse, au lieu de rester un pays de forêts et de prairies, soit devenu un pays industriel des plus développés, a de tout temps soulevé l'étonnement des théoriciens et des praticiens économistes.

Il y a 100 ans déjà, le Dr John Bowing, chargé par le gouvernement britannique de visiter notre pays, constatait:

« Le fait que les fabricants suisses, pour la plupart inconnus et ne jouissant d'aucune protection, arrivent peu à peu à faire connaître avec succès leurs marques sur tous les marchés du monde, aussi inaccessibles soient-ils, est bien fait pour attirer l'attention de tout homme qui réfléchit. Il est certain que ce résultat n'est pas dû à la situation géographique de la Suisse, car elle ne produit aucune matière première, elle ne possède aucun port pour l'exportation de ses produits, à part ceux dont les pays voisins lui accordent la jouissance sous certaines conditions. »

En réalité, le tableau optimiste tracé par Bowing dans son rapport au Parlement anglais est assez relatif, car après avoir visité le pays d'Appenzell il écrivait: « Tous les tisserands suisses se nourissent journellement de café, lait, farine d'avoine et de pommes de terre; quelques-uns ajoutent un peu de viande et une bouteille de cidre le dimanche. Ils travaillent de 13 à 14 heures par jour, mais non pas d'une manière continue au métier à tisser. »

Les géographes économistes du XXe siècle dépeignent également la Suisse « comme le pays industriel le plus pauvre de la terre en matières premières ». « Nulle part ailleurs qu'en Suisse, la marge des produits alimentaires, fournis par le sol même, et le pouvoir économique, créé bien au delà par le travail des habitants, ne sont en aussi étroite corrélation avec des conditions de vie aussi rudes. » (Professeur Dr H. P. Schmidt: « Die schweizerische Industrie im internationalen Konkurrenzkampf ».)

Quelques chiffres comparatifs sur des données internationales prouveront que ces exposés n'ont rien d'exagéré.

En ce qui concerne la densité de la population, la Suisse figure au huitième rang des pays européens, et cela avec 98 habitants par kilomètre carré. La plupart des pays qui, figurant dans les premiers rangs ont un sol très fertile, sont situés au bord de la mer et possèdent de riches terres minières. Si l'on établit la densité de la population uniquement sur la superficie productive, la Suisse occupe un des premiers rangs.

Woytinski évaluait comme suit la valeur productive par tête d'habitant pour les années 1927/28:

	Pour le marché indigène	Pour l'exportation	Total
Hollande	972	508	1480
Grande-Bretagne	1062	345	1407
Suisse	846	540	1386
Norvège	818	519	1337
Suède	777	325	1102
Allemagne	864	213	1077

La valeur d'exportation par tête d'habitant a été en 1930:

Danemark	595
Hollande	468
Suisse	448
Angleterre	363
Suède	351
Allemagne	227

Pour le Danemark et en partie pour la Hollande, il faut tenir compte qu'une part importante de l'exportation est composée de produits agraires, ce qui n'est donc pas un signe de forte industrialisation. La preuve en est lorsque l'on décompose l'exportation des produits alimentaires, des matières premières et des articles fabriqués. La proportion des articles terminés dans la production totale est de 73 % pour la Suisse, de 72 % pour l'Allemagne et l'Angleterre, par contre de 36 % seulement pour la Hollande et de 11 % même pour le Danemark. Si l'on se basait encore sur la qualité des produits, c'est-à-dire sur la valeur du travail que représente chaque objet, la Suisse figurerait très certainement au premier rang.

D'aucuns concluent de ce fait que, le commerce international ayant fortement reculé, la Suisse est surindustrialisée et surpeuplée et qu'elle sera obligée de revenir au degré de développement qu'elle avait peut-être il y a quelques dizaines d'années.

Avant de répondre à cette question, il convient tout d'abord d'indiquer

les causes de cette industrialisation,

car il importe de savoir si ces causes joueront encore un rôle ou non. Détailler le développement de l'industrie suisse nous entraînerait trop loin; nous nous contenterons donc de relater quelques faits essentiels.

Il faut chercher le point de départ de l'industrialisation de notre pays dans le *trafic*. En tant que plaque tournante de l'Europe la Suisse a toujours eu une importance comme pays de transit pour le trafic des marchandises du nord au sud. A part le commerce des articles de soie et de coton, on constate déjà une certaine activité dans l'industrie du textile aux XIIIe et XIVe siècles. Le commerce dans les villes se borna à faire venir les matières premières du dehors et à les faire travailler à la campagne par des ouvriers travaillant à domicile. A cette époque-là déjà, une petite part seulement des produits était destinée au marché indigène, la plus grande partie était exportée. L'industrie de la soie et du coton devint très prospère grâce aux réfugiés religieux (Huguenots et habitants de Locarno) et son développement fut favorisé par un certain calme politique dont la Suisse put jouir, alors que d'autres pays étaient ravagés par la guerre.

L'industrie du textile fut seule à exister pendant très longtemps. La mécanisation des métiers à filer et à tisser, qui eut lieu au début du XIXe siècle, donna l'impulsion à la production des machines. L'industrie des machines est née de celle du textile, puis il fallut des machines à bâtir pour la construction et plus tard des turbines et des machines électro-techniques.

L'industrie du textile fut également le point de départ de l'industrie chimique, étant donné qu'elle emploie des acides, des couleurs, etc. Ce n'est donc pas par pur hasard que l'industrie chimique a établi ses quartiers aux environs des centres du textile.

L'industrie des métaux et des machines se développa rapidement au cours des années et tenta de surpasser l'industrie du textile il y a quelques dizaines d'années. Le nombre de personnes occupées fut de:

	1888	1900	1910	1920
Industrie du textile	168,000	164,000	178,000	143,000
Industrie métallurgique	93,000	139,000	167,000	224,000

L'industrie horlogère de la Suisse occidentale s'est déployée exactement dans les mêmes conditions que l'industrie du textile dans la Suisse orientale. Au cours des dernières années, d'autres branches d'industries ont vu le jour, rendant ainsi la structure industrielle de la Suisse de plus en plus variée et nombreuse.

Il y eut également d'importantes transformations intestines. Rien ne serait plus faux que de croire qu'une structure industrielle ne se transforme pas au cours de son histoire, qu'une branche d'industrie reste immuable. C'est partout une lutte constante pour l'existence. En voici quelques exemples:

L'industrie du textile subit dès ses débuts des transformations continuelles. Ce furent parfois les filateurs de fil et de coton qui donnèrent le ton. Dans les années 1830, le roi des filateurs Kunz possédait la plus grande filature du continent; il avait cependant à lutter contre la concurrence anglaise, non pas au sujet des frais de production, mais parce que le climat favorisait l'industrie du coton anglais. La broderie eut ensuite la vogue, tout récemment le tricotage. Un certain temps, les impressions de couleur et les tissus d'indienne furent très à la mode et disparurent à leur tour. Il en fut de même dans l'industrie des machines qui fut également contrainte de s'adapter aux transformations techniques et aux nécessités économiques.

La situation actuelle de l'industrie.

Les facteurs indispensables à notre industrie suisse sont les suivants:

Nos industries ne sont naturellement pas basées sur les matières premières à l'exception peut-être de l'alimentation et surtout de l'industrie laitière.

Quant à la *consommation*, elle n'a pour nous aucune sorte d'importance dans la question qui nous intéresse, car il ne s'agit pas ici d'occasions de travail supplémentaire, mais de la production, qui, dans le cas particulier, est maintenue par une autre activité économique.

L'*exploitation de la force motrice* exerce une grande puissance d'attraction pour une partie de l'industrie chimique, en particulier pour les entreprises électro-métallurgiques.

Mais, sans nul doute, le travail et le capital jouent un rôle de premier plan. En ce qui concerne le travail, ce n'est jamais le bon marché qui a fait loi en Suisse mais la qualité. La qualité des produits de certaines branches d'industrie (machines, appa-

reils, montres, une partie de l'industrie du textile) n'aurait jamais pu être atteinte sans la formation de la population industrielle, aussi bien celle reçue d'une manière générale à l'école que celle obtenue à la suite de cours spéciaux donnés par des écoles techniques professionnelles et par le Polytechnicum fédéral.

Le facteur que représente le capital a agi de deux manières: Tout d'abord, à quelques exceptions près, des méthodes financières saines ont toujours été de tradition en Suisse. En outre, la richesse du pays a procuré à notre industrie un capital d'exploitation relativement bon marché. Mais ce n'est pas tout, la politique d'expansion de l'industrie suisse, et avant tout l'industrie des machines, ne pouvait se poursuivre qu'avec l'aide d'entreprises capitalistes qui, grâce à l'exportation de capitaux dans des pays peu développés, procurèrent des commandes à l'industrie suisse.

A la suite de la crise économique mondiale, la situation est de plus en plus grave. Quoi qu'il en soit, il nous est permis de constater que l'économie suisse ne recèle pas en elle-même, d'une manière générale, des causes importantes de crise; il n'y a pas eu de faux placements financiers, et à part quelques exemples classiques, l'industrie n'a pas subi un développement selon des méthodes financières défectueuses, comme ce fut le cas par exemple en Allemagne. Par contre, en même temps que l'industrialisation il s'est produit une expansion forcée, avant tout l'électrification à l'étranger. A ce propos, on pourrait également parler d'un mauvais développement pour la Suisse, car on n'a pas su reconnaître à temps les limites de cette expansion.

De l'étranger, la crise a donc passé en Suisse et s'est manifestée tout d'abord sous forme d'un fort recul de l'exportation, de 1929 à 1933, la valeur des exportations a reculé de 64 %. Le recul au point de vue quantitatif est cependant moins fort, étant donné qu'une sensible réduction des prix s'est produite entre temps.

Expansion trop rapide.

La situation actuelle, donne-t-elle lieu au plus noir pessimisme? A notre avis, il faut avant tout tenir compte de la rapidité avec laquelle l'appareil de production suisse s'est développé au cours des années qui précédèrent immédiatement la crise économique actuelle. Quelques chiffres seulement à titre d'exemple: le nombre des ouvriers dans les industries suivantes fut de:

	1923	1929
Industrie métallurgique	24,762	38,464
Industrie des machines	58,575	76,512
Industrie horlogère	33,438	48,378
Industrie métallurgique en tout	116,775	163,354

L'augmentation pour l'industrie des machines est de 30 % en chiffre rond, de 50 % dans l'horlogerie; dans les autres branches de la métallurgie le nombre des ouvriers a augmenté de plus de 50 % et tout cela dans l'espace de 6 ans.

Ces données renferment, il est vrai, une faute quant à la source: Il s'agit des chiffres du recensement des fabriques dans lesquels peuvent se produire des modifications du fait que des fabriques, qui en 1923 n'étaient pas encore soumises à la loi sur le travail dans les fabriques, le sont depuis. Nous prenons donc également comme norme de comparaison les chiffres du recensement des entreprises; dans ce cas la comparaison s'étend sur 25 ans, étant donné qu'il n'y a plus eu de recensement de 1905 à 1929. De 1905 à 1929, le personnel a augmenté comme suit:

	Chiffres absolus	en %
Construction de machines, de fer, fonderies, construction de véhicules	44,567	126
Montres, fournitures d'horlogerie, pierres artificielles, perles	16,885	43
Ateliers d'installation	12,510	415
Tricotage, bas	8,877	182
Fonderies de fer, d'acier, cuivre, laiton	8,453	613
Soie artificielle	6,684	1,428
Aluminium, articles en aluminium	4,512	1,567
Tréfileries, clous, chaînes, vis	4,497	321
Couleurs, laque, vernis, encre	4,122	234
Papier et carton	3,217	159
Articles de pansement, remèdes, parfums, etc.	2,947	370
Articles en fonte, armatures, lampisteries	2,609	200
Produits électrotechniques	2,327	800
Email et autres ouvrages en métal	2,121	338
Succédanés de potages, conserves	2,067	159
Vannerie, blanchissage et teinture de chapeau de paille	1,777	110
Boîtes à musique, gramophone (construction et réparation)	1,335	210

Même en faisant abstraction de petites branches auxiliaires, qui virent récemment le jour, l'augmentation formidable du personnel occupé dans l'industrie des machines et de l'horlogerie frappe tout particulièrement, et l'on se demande si l'on n'a pas exagéré, si sous l'influence de la haute conjoncture de 1927 à 1929, voire même avant, sous l'effet de l'époque de la guerre, de nombreuses entreprises n'ont pas poussé trop loin l'expansion de l'appareil industriel. Toute expansion de ce genre renferme naturellement le germe de retour du sort et ce dernier ne devait pas manquer de se produire en même temps qu'une grande crise internationale.

A partir de 1929, le nombre des ouvriers occupés a été fortement réduit dans la plupart des industries. Il se peut pourtant qu'on se fasse une fausse idée de l'importance de ce recul du nombre du personnel; il est certain que dans les branches industrielles les plus importantes la réduction, comparée à ce qu'était l'état du personnel avant cette période d'expansion exagérée, n'a rien de catastrophique; il n'y a même, paraît-il, pas eu de recul du tout. Nous comparons ci-dessous le nombre des ouvriers lors du dernier recensement qui précéda la guerre (1911) avec le nombre relevé à la fin de l'année dernière, donc au moment où la crise actuelle atteignait le niveau le plus bas:

Nombre des ouvriers de fabriques.

	1911	1933	Augmentation et baisse de 1911/33
Industrie du coton	29,550	27,055	— 2,495
Industrie de la soie et de la soie artificielle	32,024	13,903	— 18,121
Industrie de la laine	5,325	7,734	+ 2,409
Industrie de la toile	1,007	1,886	+ 879
Broderies	28,606	3,004	— 25,602
Autres branches textiles	4,509	5,003	+ 494
Vêtements, objets de toilette . . .	23,443	41,499	+ 18,056
Alimentation et boissons	26,044	24,801	— 1,243
Industrie chimique	7,394	10,248	+ 2,854
Electricité, gaz, eau	4,228	4,152	— 76
Papier, cuir, caoutchouc	9,262	12,948	+ 3,686
Arts graphiques	10,042	13,674	+ 3,632
Bois	23,765	23,079	— 686
Métaux et métallurgie	23,325	29,142	+ 5,817
Machines, appareils, instruments . .	47,630	57,546	+ 9,916
Horlogerie, bijouterie	34,983	25,393	— 9,590
Industrie de la terre et de la pierre .	17,704	13,414	— 4,290
Total	328,841	314,481	— 14,360

Le recul du nombre des ouvriers dans l'industrie de la broderie est tout simplement catastrophique. Mais il s'agit ici d'une branche d'industrie qui fut anéantie à la suite d'un changement total survenu dans la consommation. Au second rang figure l'industrie de la soie. Ici également, nous nous trouvons en face d'un phénomène qui a un caractère international et qui ne touche pas uniquement la Suisse. L'industrie horlogère a en outre subi une réduction de 30 %, laquelle en tant qu'industrie de luxe a eu sans cesse à soutenir la lutte contre la concurrence. Comparativement à l'époque d'avant-guerre, les autres industries enregistrent soit un léger recul, soit alors une augmentation. A part l'augmentation de 10,000 ouvriers enregistrée par l'industrie du vêtement, celle signalée dans l'industrie des machines et qui comporte 10,000 ouvriers, ainsi que celle de 6000 pour les autres branches de la métallurgie frappent tout spécialement. Les effectifs du personnel ont également augmenté dans une certaine mesure dans l'industrie chimique, dans l'industrie du papier, du cuir et dans les arts graphiques. Au total, la réduction du personnel de toutes les branches d'industrie n'étant que de 14,000 personnes, bien que nous comparions l'année de crise de 1933 avec une année relativement prospère d'avant-guerre, il faudrait certainement encore tenir compte du chômage partiel, en particulier en ce qui concerne l'industrie horlogère et celle des machines; en ce faisant, on réduirait tout au plus le nombre des personnes occupées, de 10,000 à 20,000 personnes.

On peut donc fort bien prétendre que le chômage, qui sévit dans la crise actuelle, ne répond effectivement qu'à l'augmentation du nombre des ouvriers enregistré par l'industrie suisse durant les années de forte expansion. Abstraction faite de la broderie, il ne s'agit nullement de l'anéantissement de l'industrie suisse.

D'aucuns objecteront que ce degré d'occupation relativement bon est dû à la modification survenue sur le marché indigène, ce que l'on ne saurait prétendre à la longue. Nous allons donc également établir une comparaison entre les chiffres d'exportation pendant la crise et ceux d'une époque d'avant-guerre:

Les exportations de la Suisse, en millions de francs, furent de:

	1909/13	1932	1933	Modifications en 1933 comparativement aux années 1909/13
Soie artificielle . .	4,5	22,7	21,7	+ 17,2
Fil de coton . . .	16,7	11,6	10,0	— 6,7
Toile de coton . .	36,1	41,8	(44,8)	+ 8,7
Broderies	199,2	18,4	17,2	— 182,0
Vannerie	16,5	26,7	20,5	+ 4,0
Machines	96,0	105,1	—	+ 9,1
Appareils	12,8	29,3	29,4	+ 16,6
Montres	158,7	86,3	94,4	— 64,3
Industrie chimique .	55,5	115,1	122,0	+ 66,5

Ces chiffres auraient lieu de nous étonner davantage encore que la comparaison du nombre des personnes occupées. Ici également, la broderie et l'industrie horlogère accusent une très forte régression de leur exportation. Mais, fait curieux, c'est que l'industrie des machines et des appareils exporte actuellement davantage qu'en moyenne des années 1909 à 1913, l'industrie des machines même beaucoup plus. Le fait que l'industrie de la soie, malgré le recul sensible subi ces dernières années, exporte cinq fois plus qu'il y a 20 ans s'explique par le fait qu'il s'agit d'une nouvelle industrie. L'exportation des tissus de coton et de vannerie est également en augmentation. L'industrie chimique exporte le double de ce qu'elle exportait avant la guerre; ce qui confirme que cette branche d'industrie ne se ressent nullement de la crise actuelle.

Il ne faut naturellement pas oublier que la valeur des exportations de ces dernières années ne saurait être comparée sans autre avec celle d'avant-guerre. Néanmoins, la hausse générale des prix, constatée dans de nombreuses industries ayant été plus ou moins équilibrée par la rationalisation, la comparaison de ces chiffres n'en souffre pas beaucoup.

Une autre comparaison permettra de ramener le pessimisme de certaines personnes à une juste mesure, c'est-à-dire celle de l'exportation des machines des pays industriels les plus importants (extrait de la brochure publiée à l'occasion du jubilé de l'Association patronale suisse des constructeurs de machines):

Exportation des machines du monde.

	1913		1929		1930		
Pays exportateurs	Millions de RM.	%	Millions de RM.	%	Millions de RM.	%	par tête
Etats-Unis . . .	681	26,8	2023	35,8	1643	33,4	13,7
Allemagne . . .	738	29,2	1428	25,2	1429	29,0	22,6
Grande-Bretagne .	721	28,4	1110	19,6	925	18,8	20,2
France	77	3,0	286	5,1	272	5,5	6,7
Suisse	63	*2,4*	166	*2,9*	150	*3,1*	*36,6*

D'après ce tableau, la Suisse, comparativement à l'année 1913, n'a pas seulement enregistré une augmentation absolue de ses exportations de machines, mais elle a même pu améliorer sa position en passant de 2,4 à 3,1 %. Par tête d'habitant, la Suisse a exporté en 1930 beaucoup plus de machines que ses concurrents les plus importants. Le recul enregistré dans l'exportation des machines au cours des 3 dernières années a modifié cet état de choses plutôt en faveur de la Suisse qu'à son désavantage.

L'industrie suisse a du reste été obligée de supporter de très grosses pertes d'exportation à certaines époques. Qu'il nous suffise de rappeler que pendant la guerre l'exportation du fil de coton ainsi que des soieries est tombée presque à zéro.

Nous n'avons pas l'intention de nous consoler par là de la crise très grave que nous traversons. Nous citons ces faits à seule fin de permettre de considérer la situation actuelle sous un point de vue plus objectif qu'on ne le fait généralement lorsqu'on compare le niveau le plus élevé atteint lors de la dernière période de haute conjoncture avec le niveau le plus bas auquel on soit parvenu durant la crise.

Afin de pouvoir juger impartialement des possibilités qu'il y aurait de poursuivre le développement de notre industrie nationale, il importe que nous résumions les désavantages et les avantages auxquels le développement de l'industrie est étroitement lié.

A l'actif.

1° La *qualité de la main-d'œuvre* resterait comme par le passé: la condition sine qua non de l'industrie suisse. L'instruction générale, l'habileté et l'intelligence et, ce qui va de soi, une longue tradition de labeur, alliée à l'énergie et l'exactitude, qualités propres au peuple suisse, devraient continuer à fournir la garantie que la fabrication suisse repose sur une bonne base. Les performances techniques et inventives se portent garantes que la suprématie, que détenaient jusqu'à présent certaines industries sur le marché mondial, ne sera pas dépassée d'un jour à l'autre.

Il est vrai que très souvent des fabricants prétendent que la différence de qualité entre les produits de la Suisse et ceux de l'étranger est actuellement minime. Si tel était le cas, il n'arriverait pas que certains produits sont commandés en Suisse, parce qu'ils présentent plus de garantie d'exactitude et de solidité que partout ailleurs. Cet avantage étant un fait acquis, il ne suffit pas d'en rester là, mais il faut persévérer pour faire mieux encore. L'industrie suisse ne peut pas se reposer sur ses lauriers, surtout pas en ce qui concerne les nouveautés.

2° La question du capital est un second avantage à notre actif. Les crédits pour les entreprises ou destinés à des placements s'obtiennent moyennant les mêmes conditions mais beaucoup meilleur marché que dans la plupart des pays concurrents. En ce qui concerne les charges fiscales, bien que les entreprises suisses ne soient

pas de cet avis, ces dernières sont beaucoup plus favorables en Suisse que dans de nombreux Etats étrangers. Quoi qu'il en soit, il est nécessaire de vouer toute son attention à la question d'une répartition rationnelle du capital. Il faudrait pouvoir employer plus judicieusement encore que jusqu'à présent la force capitaliste de la Suisse. Plus spécialement en ce qui concerne le capital d'exportation. Il y aura encore beaucoup à faire dans ce domaine d'ici peu; mais dès que les transactions internationales reprendront, les industries, qui comme celles de la Suisse disposent de gros capitaux sur lesquels elles peuvent s'appuyer, auront un grand avantage sur les pays pauvres en capitaux, si elles savent faire un usage judicieux de cet avantage.

3° La *capacité d'adaptation* de l'industrie suisse est relativement très développée. Suivant la tradition, le manque de matières premières pour la Suisse a toujours été considéré comme un désavantage. Ce manque s'avère être aujourd'hui un avantage, non seulement du fait que la Suisse ne subit que partiellement la crise des matières premières, mais parce qu'une industrie spécialisée dans la fabrication d'articles terminés peut beaucoup plus facilement s'adapter à des transformations qu'une industrie de base. L'importance des entreprises joue un rôle également. L'industrie lourde ainsi que l'exploitation des matières premières requièrent des entreprises gigantesques, que l'on ne peut utiliser que dans une faible mesure actuellement. Les moyennes et petites entreprises qui s'occupent de la terminaison des produits, s'adaptent beaucoup plus facilement, la crise les frappe moins lourdement, elles bénéficient plus rapidement d'une amélioration du fait qu'elles peuvent mettre à profit les possibilités favorables de production.

4° Les facteurs *spirituels* et *politiques* ont joué un très grand rôle dans l'histoire de l'industrie suisse. Il en est peut-être de même à l'heure actuelle, bien que nous n'en pourrons juger les effets que d'ici quelques dizaines d'années. Un fait certain, c'est que la Suisse n'est malheureusement plus aussi tolérante qu'au moyen âge. Elle prend grand soin de tenir tous les réfugiés à l'écart, même lorsqu'il s'agit de forces qui seraient en mesure d'influencer très fortement l'économie, la science et la technique de notre pays. Cette étroitesse d'esprit porte un grave préjudice à la Suisse. Quoi qu'il en soit, nous bénéficions de la tolérance d'autres Etats. C'est plus tard seulement que nous serons en mesure de juger à sa juste valeur les conséquences du boycott dirigé contre l'Allemagne, en particulier par les milieux juifs d'Amérique et d'Espagne.

Au passif.

1° *Prix élevés, salaires élevés, coût de vie élevé,* tels sont selon la rumeur publique les principales entraves de l'industrie suisse. Nous avons prouvé plus d'une fois que cet argument est faux, du

moins en ce qui concerne le marché indigène, mais au contraire, il assure à l'industrie qui travaille pour le marché indigène un degré d'occupation relativement satisfaisant. L'industrie d'exportation en bénéficie indirectement du fait que l'appareil de production peut être fort judicieusement employé, du moins pour ce qui concerne les débouchés à l'intérieur du pays. Nous avons prouvé en outre que la diversité du niveau des prix en temps de crise ne représente nullement un facteur déterminant. Le recul des exportations de 1929 à 1933 a été de:

	Exportation en millions de francs suisses 1929	1933		Recul de 1929 à 1933 en %
1o *Pays ayant des prix et des salaires bas:*				
Italie	4,156	1607		61,0
Allemagne	15,634	6013		61,5
Tchécoslovaquie	2,621	748		71,5
Autriche	1,596	444		72,2
2o *Pays à monnaie dévalorisée:*			Dévaluation en % de la parité	
Suède	2,517	965	36	61,7
Japon	5,428	2048	57	62,3
Grande-Bretagne	18,396	6302	32	65,7
Etats-Unis	26,745	6799	20	74,6
3o *Pays ayant un niveau des prix élevé:*				
France	10,180	3743		63,2
Hollande	4,145	1512		63,5
Suisse	2,105	753		64,2

Indépendamment de la diversité des frais de production, l'exportation a reculé dans la plupart des pays dans la même proportion. L'exportation de la Suisse a même reculé dans de plus fortes mesures que celle des 10 autres pays signalés ci-dessus (65,7 %). L'exportation de la Suisse a de plus à faire face à des difficultés particulières, du fait qu'il s'agit, d'une part, de production de marchandises (machines) qu'elle ne peut plus exporter, dès que le développement des appareils industriels cesse à l'étranger à la suite de la crise; d'autre part, notre exportation concerne beaucoup d'objets de luxe (montres, produits textiles, fromages, chocolats) dont la consommation est également soumise aux influences de la crise. Le niveau des prix et le coût de la vie dépendent cependant également de la qualité du travail. Si les ouvriers touchaient des salaires de 40 et 60 ct. par jour comme les tisseurs japonais, ce serait non seulement la ruine de notre marché indigène, mais il n'y aurait également pas moyen de maintenir la qualité actuelle de nos produits.

L'effondrement de ces différences de prix est la caractéristique de *chaque* crise, et la période de crise passée, ces différences s'égalisent. Lorsque l'économie mondiale aura repris son cours normal, les frais de la production s'égaliseront et aboutiront peut-être à une adaptation dirigée en haut.

2o On cite généralement l'*industrialisation d'autres pays*, en particulier ceux d'outre-mer, pour prouver qu'il en est fait de

l'industrie européenne, y compris celle de la Suisse. Les expériences ont néanmoins démontré que ce ne sont pas les pays agraires, mais bien les pays industriels qui sont les meilleurs clients pour la Suisse et pour d'autres pays dont l'économie est encore plus développée. Ce que déclare l'Association patronale suisse des constructeurs de machines, à savoir « que l'industrie des machines, étant donné les conditions spéciales concernant l'expérience technique, la base scientifique, la qualité de la main-d'œuvre et l'importance des capitaux investis, est tenue dans une forte mesure à rester au même endroit et que son implantation dans d'autres pays se heurte beaucoup plus que la plupart des autres industries à de très grosses difficultés », s'applique également aux industries qui produisent des articles de qualité.

3° Les *entraves commerciales* sont actuellement ce qui empêche le plus le développement du trafic international des marchandises, bien plus que les droits de douanes et les contingentements: *Les complications dans le service des payements* (prescriptions sur les devises, moratoires, etc.). On ne pourra remédier à cet état de choses qu'en instituant des mesures de politique commerciale pour obtenir de l'étranger toutes les concessions possibles concernant l'exportation de leurs propres marchandises. Le trafic de compensation est actuellement d'usage dans l'échange international des marchandises, et il en sera ainsi longtemps encore.

Les conclusions,

qui émanent de ces considérations générales, sont les suivantes:

L'industrie suisse détient sûrement des possibilités d'existence. Ce n'est naturellement pas là une garantie d'existence pour les branches d'industrie qui exercent leur activité pour le moment. Le fait qu'une branche productive détenait le droit à l'existence, ne signifie nullement que ce droit lui est acquis pour l'avenir également. Le développement de l'économie capitaliste exige sans cesse des modifications et une adaptation technique.

Les diverses industries comme aussi toute l'économie publique ne peuvent sans autre attendre que le développement se poursuive et se reposer sur les conquêtes faites. Elles ne sauraient également pas laisser à l'initiative privée seule, le soin de s'occuper de l'avenir. Ce qu'il faut pour donner un nouvel essor à l'activité industrielle, c'est avant tout de prendre en main l'accomplissement des deux tâches suivantes:

1° *L'organisation des forces économiques dans le pays même.* Les mesures appliquées actuellement dans certains domaines en qualité de mesures de crise devront être développées et mises au bénéfice de toutes les parties de l'économie publique. Nous pourrions citer plus d'un exemple qui prouverait que le système actuel ou, pour mieux dire, les imperfections de ce système ont échoué. Mais là où grâce à l'apport d'importants moyens financiers on a voulu créer une unité, l'expérience n'a pas réussi parce qu'on

hésitait à faire le grand pas et que l'on croyait malgré tout pouvoir se baser sur l'économie libre. Nous n'en voulons pour preuve que l'action d'assainissement en faveur de l'industrie horlogère. Il faut que l'Etat intervienne afin de pouvoir faire un usage judicieux de l'organisation économique.

2° *L'organisation très serrée de l'économie extérieure.* Que l'on soit pour ou contre l'autarchie, pour ou contre l'économie libre, cela ne joue aucun rôle; il faut surtout s'adapter aux circonstances présentes et ces dernières nous enseignent qu'il faut centraliser le trafic des marchandises avec l'étranger. Si l'Etat ne s'en occupe pas, il faudra créer des organisations d'exportation et d'importation. Le système de compensation ne pourra remplir son but que lorsque le trafic des marchandises sera condensé entre les mains d'un seul organisme. Comme nous l'avons dit plus haut, il devrait en être de même des transactions de capitaux.

Dans cet ordre d'idées, l'étranger nous a devancés. Ses organisations touchant le commerce extérieur, sont beaucoup plus sévères. L'Etat intervient d'une manière beaucoup plus énergique. Un fait typique, c'est que le pays qui travaille précisément au moyen d'un dumping d'ordre social et monétaire, le Japon, ne s'en contente pas mais cherche encore à développer méthodiquement l'exportation avec l'aide d'organisations de contrainte.

C'est à la condition que la Suisse puisse utiliser les moyens dont elle dispose que son économie pourra surmonter la crise, qu'elle pourra s'adapter aux nouvelles conditions et fournir à l'avenir du travail et un gain à une grande partie de sa population.

Dangereuse politique de baisse.

Par S. *Aufhäuser.*

L'initiative lancée par les fédérations syndicales suisses, en vue de lutter contre la crise économique, a éveillé bien en dehors des frontières de la Suisse l'intérêt des travailleurs de tous les pays. Sans tenir compte du caractère culturel et de la durée démesurée de la crise actuelle, nombreux sont les représentants patronaux qui voient dans la baisse des prix et des salaires le remède susceptible de rétablir la capacité de concurrence sur le marché mondial et de donner une nouvelle impulsion à l'économie. En Suisse également, il semble que les partisans de ce qu'on appelle « la politique d'adaptation » éprouvent le besoin cuisant de connaître cette funeste politique de déflation, qui dans ses effets n'est rien d'autre que la compression systématique de la consommation par la réduction du pouvoir d'achat des ouvriers, employés et des classes moyennes. Les adversaires de l'initiative devraient, en réalité, être suffisamment avertis de l'horreur de la déflation, de par le cours pris par la crise dans les autres pays, laquelle en Allemagne menace d'entraîner l'affaissement et la dégé-